

L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

LA DISTRIBUTION DES FILMS—LA PROPRIÉTÉ ET LE CONTRÔLE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle concerne la politique de distribution des films au Canada et les objectifs de son gouvernement. Ces objectifs sont-ils de faire en sorte que la propriété et le contrôle de la distribution des films soient canadiens? Oui ou non?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, la députée aura sans doute remarqué que nous avons annoncé notre intention de déposer un projet de loi qui aidera à corriger la situation qui existe dans ce pays depuis trop longtemps, en vertu de laquelle la distribution des films est, en fait, contrôlée de l'étranger. Nous voulons prendre des mesures pour remédier à cela.

ON DEMANDE LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question supplémentaire sera au premier ministre. Quelle réponse a-t-il donné aux sénateurs américains qui, le 2 juin de cette année, lui ont envoyé une lettre incendiaire dénonçant notre politique en matière de distribution des films? Qu'a-t-il répondu? La meilleure réponse ne serait-elle pas de déposer cette mesure législative qui, je crois, est prête et de commencer à en débattre, afin de travailler à améliorer concrètement la situation?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, je dirais une fois de plus à la députée que nous avons indiqué les mesures que nous étions prêts à prendre. Il est certain que l'intention du gouvernement est de déposer cette mesure législative. Je peux même dire à la députée qu'elle sera présentée aussi tôt que possible.

La semaine dernière, la députée a protesté lorsque j'ai présenté un projet de loi sur le droit d'auteur. C'était pourtant une chose qui, elle aussi, aurait dû être faite depuis longtemps. Je veux procéder étape par étape. J'espère que la députée n'aura pas une réaction aussi négative lorsque je présenterai la mesure sur les films.

Mme McDonald: Ce n'est pas vrai, Flora.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME AMÉRICAIN D'EXPANSION DES EXPORTATIONS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La semaine dernière, au Sommet économique, nous avons appris que la guerre commerciale dans le secteur agricole et céréalier ne connaîtra pas de répit d'ici au moins deux ans. Nous savons également que le Congrès américain a adopté dernièrement une loi visant à consacrer un autre milliard de dollars au programme d'expansion des exportations et d'étendre le nombre de pays auxquels les États-Unis peuvent appliquer ce programme.

Lors de la réunion qu'il a tenue jeudi matin avec le président des États-Unis, le premier ministre a-t-il soulevé la question de

Questions orales

l'utilisation du programme d'expansion des exportations contre les pays qui achètent traditionnellement le grain canadien, comme la Russie et l'Arabie saoudite? A-t-il obtenu du président l'engagement que les Américains n'utiliseront pas ce programme contre des clients de longue date du Canada, un programme qui aurait une incidence catastrophique sur le prix du blé et des céréales que touchent les agriculteurs canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai abordé la question avec le président et d'autres dirigeants, au Sommet de Venise.

Je sais que mon collègue a dû se réjouir des résultats obtenus dans le secteur agricole, où nous avons affirmé notre engagement profond envers la réforme agricole convenue à l'OCDE et la proposition du Canada pour qu'entre deux réunions, on examine ces engagements avant d'y donner suite. Selon moi, l'initiative prise par le gouvernement du Canada à Tokyo, où les problèmes agricoles ont été inscrits pour la première fois à l'ordre du jour du sommet et l'examen approfondi qui a donné lieu à des mesures concrètes, encourageront les agriculteurs de l'Ouest et de l'Est. Je sais que mon collègue n'hésitera pas à approuver ces mesures.

En ce qui concerne le problème précis de l'agriculture américaine, en effet, j'en ai parlé au président, au secrétaire d'État et au secrétaire au Trésor. Cela fait partie intégrante des réformes sur lesquelles les sept pays se sont entendus en vue d'améliorer la situation agricole au Canada.

M. le Président: La parole est au député d'Algoma pour une brève question supplémentaire.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le premier ministre peut-il nous dire si oui ou non, il a obtenu du gouvernement américain l'engagement qu'il n'utilisera pas son nouveau programme d'expansion des exportations contre les clients traditionnels du Canada? En-a-t-il parlé puisque, de toute évidence, la Communauté européenne ne va pas renoncer à ces subventions pendant au moins deux ans? Nous pouvons certainement obtenir l'engagement des États-Unis, notre meilleur partenaire commercial, qu'ils n'utiliseront pas ce programme contre nos clients traditionnels?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous n'avons reçu aucun engagement précis au sujet des mesures que les États-Unis envisagent de prendre au cours des prochaines semaines ou des mois à venir.

Le communiqué et les résultats des entretiens sont de toute évidence très encourageants puisque les États-Unis et l'Europe ont reconnu que la guerre des subventions est néfaste et qu'elle ne peut plus durer. Tous les participants en font les frais. Elle fait du tort à des pays comme le Canada, ou des représentants du groupe de Cairns qui font librement et équitablement le commerce des produits agricoles et qui se voient exclus des marchés traditionnels par les subventions artificielles accordées aux agriculteurs américains et européens.